

LABORATOIRE SUR LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES POUR UNE PAIX DURABLE (CLASP LAB)

10 août, 2021

Une Lettre Ouverte Soutenant La Leader Environnementale Jani Silva Et Dénonçant Le Gouvernement Colombien Pour Ne Pas L'avoir Protégée Et Ne Pas Avoir Enquêté Sur Les Menaces Dont Elle A Fait L'objet

Nous écrivons cette lettre ouverte en tant que participants au Corporate Accountability Lab for Sustainable Peace (CLASP Lab) pour exprimer notre solidarité avec notre collègue, amie et membre du CLASP Lab, Jani R. Silva, et pour demander au gouvernement colombien de la protéger, elle et ses collègues de l'Asociación de Desarrollo Integral Sostenible Perla Amazónica (ADISPA). Le CLASP Lab est un "laboratoire social" convoqué par Corporate Accountability Lab, la Comisión Intereclesial Justicia y Paz, la Coalition Africaine pour la Redevabilité des Entreprises et Dejusticia. Les participants sont des dirigeants communautaires, des défenseurs des droits de l'homme et des avocats spécialisés dans la justice sociale de plus de vingt-cinq pays qui collaborent pour élaborer des stratégies visant à lutter contre l'impunité des violations de l'environnement et des droits de l'homme commises par des entreprises dans des situations de conflit, comme en Colombie.

Il y a trois mois, [nous avons dénoncé les menaces de mort](#) que Jani et les membres d'ADISPA avaient reçues du groupe criminel armé Comando de la Frontera, en raison des décennies qu'ils consacrent à la défense de la Reserva Campesina de la Perla Amazónica del Putumayo, en Colombie, contre les violations des droits humains et de l'environnement commises par le géant pétrolier chilien Amerisur Resources Plc (Amerisur). Les allégations à l'encontre de cette entreprise portent notamment sur la contamination de l'eau et des terres, les déplacements de population et les violations présumées du consentement libre, préalable et éclairé.

Nous condamnons une nouvelle fois les attaques du Comando de la Frontera contre Jani et ADISPA, ainsi que l'incapacité persistante du gouvernement colombien à protéger Jani, ce qui l'a récemment conduite, elle et sa famille, à [fuir le territoire](#) qu'elle défend depuis des décennies. Le 23 juillet, Jani a été contrainte de quitter son domicile de Puerto Asis, dans le Putumayo, après qu'il est apparu que le Comando de la Frontera avait mis au point un plan pour l'assassiner. Selon les rapports, un groupe de tueurs à gages avait commencé à surveiller les habitudes de Jani et à

suivre ses déplacements. Cela coïncide avec les rapports de Jani sur des activités suspectes devant son domicile dans les semaines précédant la découverte du projet de la tuer.

Nous exigeons une action immédiate pour protéger Jani et ses collègues d'ADISPA et demandons instamment au gouvernement colombien de garantir le retour de Jani chez elle en toute sécurité afin qu'elle puisse exercer son droit internationalement reconnu de défendre les droits de l'homme. Depuis 2020, la multiplication des menaces et du harcèlement à l'encontre de Jani et d'ADISPA, ainsi que l'absence de réponse adéquate de l'État, les empêchent de plus en plus de défendre les droits humains et l'environnement dans le Putumayo. Cependant, Jani n'a jamais eu à fuir le Putumayo jusqu'à présent.

Nous exigeons une action immédiate pour protéger Jani et ses collègues d'ADISPA et demandons instamment au gouvernement colombien de garantir le retour de Jani chez lui en toute sécurité afin qu'il puisse exercer son droit internationalement reconnu de défendre les droits de l'homme. Depuis 2020, la multiplication des menaces et du harcèlement à l'encontre de Jani et d'ADISPA, ainsi que l'absence de réponse adéquate de l'État, les empêchent de plus en plus de défendre les droits humains et l'environnement dans le Putumayo. Cependant, Jani n'a jamais eu à fuir le Putumayo jusqu'à présent.

Comme nous l'avons souligné dans notre précédente lettre, dans laquelle nous faisons état de menaces à l'encontre de Jani, la Colombie est l'un des endroits les plus dangereux au monde pour défendre les droits de l'homme et l'environnement. Au moins 101 dirigeants sociaux ont été tués en Colombie depuis le début de l'année, un chiffre qui a doublé depuis la rédaction de notre précédente lettre.

En raison de l'impunité des menaces contre Jani et ADISPA, du projet d'assassinat et de l'augmentation de la violence contre les leaders sociaux en Colombie, nous demandons que:

- Les gouvernements colombien et chilien doivent enquêter sur GeoPark et Amerisur et les tenir pour responsables de leur impact sur les droits humains et l'environnement dans le Putumayo et de leur lien avec la mise en danger des défenseurs des droits humains et de l'environnement, dont Jani et ses collègues d'ADISPA;
- Amerisur fournit des informations sur son adhésion aux principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits humains des Nations Unies;
- Le gouvernement américain demande instamment au gouvernement colombien de protéger la vie de Jani et de ses collègues de l'ADISPA et de veiller à ce qu'ils puissent s'associer librement et défendre les droits de l'homme;
- Le Programme des Nations unies pour le développement a enquêté sur la situation et s'est engagé à ne pas renouveler son projet avec GeoPark dans le Putumayo, qu'il a suspendu

pour des raisons de droits de l'homme une semaine après avoir lancé le partenariat au début de l'année;

- Que le gouvernement colombien prenne des mesures complètes pour protéger Jani et les mette en œuvre sans interruption, conformément au droit colombien et international;
- Le gouvernement colombien doit prendre des mesures complètes pour protéger les membres de l'ADISPA et veiller à ce que leur liberté d'association ne soit pas violée;
- Le gouvernement colombien doit faire face à l'augmentation significative des menaces et des violences à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement en Colombie, leur fournir de meilleures protections et s'attaquer aux causes sous-jacentes des menaces et des violences;
- La Commission Interaméricaine des Droits Humains surveille la situation et rencontre régulièrement Jani et ADISPA pour mettre en œuvre des mesures de protection efficaces.

En solidarité avec Jani et ADISPA et en reconnaissance de leur travail pour un monde meilleur,

Le Corporate Liability and Sustainable Peace Lab (CLASP Lab):*

(Signatures des organisations ci-dessous)

Abu Brima, Network Movement for Justice and Development

Alaa Talbi, Tunisian Forum for Economic and Social Rights-FTDES

Andressa Oliveira Soares, Homa - Human Rights and Business Centre

Blanca Velázquez, Centro de Apoyo al Trabajador, A.C. (CAT)

Cynthia Denisse Arco Amarillo Lohr, Poder Latam

Dr. Tara Van Ho, Lecturer, University of Essex School of Law and Human Rights Centre

Edi Marina Parada, AMOMEGTO

Elizabeth Deligio, PhD

Emmanuel Umpula, African Resources Watch (Afresource)

Eric Kajemba, Observatoire Gouvernance et Paix

Gabriel Pereira, Abogados y Abogadas del Noroeste Argentino en Derechos Humanos y Estudios Sociales - ANDHES

Hermelinda Chicop Choxin, AFEDES

Isabella Ariza, Legal Fellow, Corporate Accountability Lab

Javier Malpartida, Tarpurisunchis

Juan Carlos Ruiz Molleda, Instituto de Defensa Legal-Perú

Karina Fernández Neira, Abogada defensora de derechos humanos, Chile

Krystel Bassil, Syrian Legal Development Programme

Milvian Aspuac, Asociación Femenina para el Desarrollo de Sacatepéquez (AFEDES)

Mouhanad Sharabati, Business & Human Rights Resource Centre

Nathalia Bonilla, Acción Ecológica

Pablo Gargiulo, Abogados y Abogadas del Noroeste Argentino en Derechos Humanos y Estudios Sociales - ANDHES

Padre Alfredo Dorea, Anglicano

Sandile Ndelu, Advocate

** L'adhésion est fournie à des fins d'identification seulement*

Signatures des organisations:

Abogados y Abogadas del Noroeste Argentino en Derechos Humanos y Estudios Sociales

African Coalition for Corporate Accountability

African Resources Watch (Afresource)

Asociación Femenina para el Desarrollo de Sacatepéquez (AFEDES)

Centre for Inclusive Governance Peace and Justice

Centro de Apoyo al Trabajador, A.C. (CAT)

Comisión Intereclesial Justicia y Paz

Corporate Accountability Lab

Dejusticia

EarthRights International

European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR)

Forum Social Maghreb-Machrek

Homa - Human Rights and Business Centre

Initiatives for Peace and Human Rights (iPeace)

Network Movement for Justice and Development

Observatoire Gouvernance et Paix

Tunisian Forum for Economic and Social Rights (FTDES)